

# Amerika

Mémoires, identités, territoires

25 | 2023

Le monde du sport dans les Amériques et ses représentations politiques, culturelles et sociales

Dossier: Le monde du sport dans les Amériques et ses représentations politiques, culturelles et sociales

---

## Les politiques sportives en Argentine et au Brésil : D'une structuration formelle à un engagement pluriel

Sports policies in Argentina and Brazil: From formal structuring to plural commitment

ALEJO LEVORATTI, MARCELO MORAES E SILVA ET MICHAËL ATTALI

---

### Résumés

Français English

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, plusieurs gouvernements de gauche et de centre-gauche arrivent au pouvoir dans des pays d'Amérique du Sud. L'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Chili, l'Équateur, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela sont particulièrement concernés vont façonner les politiques sportives au regard de cette nouvelle configuration politique. Cet article envisage de faire une comparaison entre les politiques publiques sportives menées par les deux plus grands pays d'Amérique du Sud (Argentine et Brésil), en montrant quelles ont été les similitudes et les différences entre les politiques kirchneriste et luliste dans la sphère sportive entre les années 2003-2016. L'étude souligne que l'Argentine et le Brésil ont consolidé une politique sportive en mettant l'accent sur l'inclusion sociale par le sport et une attention portée au sport pour tous. Néanmoins, l'accueil de plusieurs grands événements sportifs ont infléchi les objectifs initiaux.

At the beginning of the 21st century, several left and centre-left governments came to power in South American countries. Argentina, Brazil, Bolivia, Chile, Ecuador, Paraguay, Uruguay and Venezuela are particularly concerned and will shape sports policies with regard to this new political configuration. This article intends to make a comparison between the sports public policies carried out by the two largest countries in South America (Argentina and Brazil), showing what have been the similarities and differences between the Kirchnerist and Lulist policies in the sports sphere between the years 2003-2016. The study highlights that Argentina and Brazil have consolidated a sports policy emphasizing social inclusion through sport and attention to sport for all. Nevertheless, the hosting of several major sporting events has changed the initial objectives.



## Entrées d'index

**Mots-clés :** Politiques publiques du sport, inclusion, Amérique du Sud, Argentine, Brésil

**Keywords:** Public Sports Policies, Sports mega-events, South America, Argentina, Brazil

## Texte intégral

# Introduction

- 2 Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, comme le soulignent Pereira da Silva (2018) et Santos (2019), plusieurs gouvernements de gauche et de centre-gauche sont arrivés au pouvoir dans des pays d'Amérique Latine. L'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Chili, l'Équateur, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela ont ainsi infléchi les politiques publiques menées dans différents domaines des gouvernements conduisant à la constitution de ce qu'on a appelé la « vague rose ». <sup>1</sup> Les victoires électorales ont été obtenues démocratiquement avec un large soutien populaire. Cette « vague rose » est survenue après que plusieurs pays d'Amérique du Sud aient connu, entre les années 1960 et 1980, des dictatures militaires de droite qui ont été suivies dans les années 1990 par des gouvernements néolibéraux.
- 3 Comme l'indique Santos (2019), l'émergence de cette « vague rose » dans les pays d'Amérique du Sud a affecté les orientations politiques de ces nations. Une évolution des politiques économiques et sociales s'enclenche, ayant également des répercussions sur les politiques sportives. L'Argentine et le Brésil, les deux plus grands pays de la région, à travers les gouvernements de Néstor Carlos Kirchner et Cristina Fernández de Kirchner ; et Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Vana Rousseff, ont effectué des métamorphoses importantes dans leurs politiques sportives (Mezzadri *et al.* 2015; Levoratti, 2016; 2017; Castellani Filho, 2019; Moraes e Silva; Loudcher, 2020; Levoratti; Moreira, 2019; Roldán, 2020).
- 4 En ce sens, cet article vise à comparer les politiques publiques sportives mises en œuvre en Argentine et au Brésil entre les années 2003-2016. Le choix de cette période est dû au fait que 2003 a été le moment du début des nouveaux gouvernements dans les deux pays et l'année 2016 la date qui a marqué la fin de la « vague rose » au Brésil, avec la destitution de Dilma Vana. Rousseff. <sup>2</sup>

# L'institutionnalisation du sport à l'agenda politique en Argentine et au Brésil

- 5 L'inscription du sport à l'agenda de l'État argentin s'est effectuée au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle avec l'intervention de l'armée dans la promotion de pratiques telles que l'escrime et le tir, le rôle de plusieurs responsables politiques dans la construction de clubs sociaux, de confédérations de différents sports et dans le Comité Olympique Argentin, ajouté au travail parlementaire (Levoratti, 2017).
- 6 Au cours des deux premières présidences de Juan Domingo Perón (1946-1955), l'intervention de l'État dans la construction d'un discours nationaliste basé sur le sport s'est développée. Cela s'est traduit par une référence marquée au sport dans le projet « Nouvelle Argentine », où les athlètes doivent jouer le rôle d'ambassadeurs du pays et accompagner le président lors de ses tournées. On peut ajouter que les *Campeonatos de Fútbol Infantil Evita* pour les enfants de 11 à 14 ans et les *Campeonatos Juveniles Juan*

*Perón* pour les jeunes de 15 à 16 ans ont commencé à se dérouler au niveau national (Almada, 2019).

7 Dans un décret de 1952, le gouvernement Perón a centralisé dans la Direction de l'Éducation Physique les questions inhérentes à la planification et au contrôle de l'éducation physique et des sports. Deux ans plus tard, en 1954, un autre décret répartit les fonctions entre le Ministère de l'Éducation et la Confédération Argentine des Sports, où la mission de la confédération serait de diriger le sport dans le pays. Auparavant, depuis 1927, la confédération avait pour tâche d'organiser la participation olympique des athlètes argentins, tâche qu'elle a exercée jusqu'en 1956 (Daskal; Szabón, 2019).

8 Levoratti et Moreira (2019) ont signalé que le sport était utilisé par l'État de plusieurs manières. En 1963, sur la base de la Direction Générale de l'Éducation Physique, la Direction Nationale de l'Éducation Physique, des Sports et des Loisirs a été créée au sein du Ministère de l'Éducation et de la Justice. Cependant, la construction d'une agence et la promulgation de la première loi destinée à organiser le sport n'interviennent qu'à la fin de cette décennie, lorsque s'amorce le processus de décentralisation des fonctions de l'État en matière de sport.

9 Au Brésil, le processus s'est déroulé de manière similaire, puisque la relation s'est instaurée sous le gouvernement de Getúlio Vargas (1930-1945), principalement avec l'installation de *l'Estado Novo* en 1937<sup>3</sup>. Si avant les années 1930, l'État brésilien ne s'immisçait pas directement dans les questions sportives, ce n'est qu'à partir de la période Vargas que l'attention s'est accrue par l'intermédiaire notamment du premier cadre réglementaire.

10 La création de la Division de l'Éducation Physique en 1937, rattachée au ministère de l'Éducation et de la Santé Publique, et la promulgation d'un décret en 1941, ont été les éléments fondamentaux pour établir les bases de l'organisation du sport dans le pays. Le décret a eu un impact considérable sur la structure du sport brésilien, principalement en ce qui concerne la réglementation des institutions sportives, la définition du rôle de l'État par rapport au sport et les directives sur la manière de gérer ses pratiques. Le dispositif juridique visait à mettre en œuvre un modèle de gestion qui systématise toutes les pratiques sportives sur le territoire national par l'intermédiaire du Conseil National des Sports et la Confédération Brésilienne des Sports (Drummond, 2014).

11 Les gouvernements de Perón et Vargas ont donc mené des actions similaires dans le processus d'institutionnalisation des politiques sportives en Argentine et au Brésil. Après le départ de Perón de la présidence en 1955, plusieurs officiers militaires ont pris le pouvoir en Argentine, mais n'ont pas apporté de changement significatif dans les modes de gouvernance du sport. Levoratti et Moreira (2019), soulignent que ce n'est qu'en 1969, sous la présidence du général Juan Carlos Onganía (1966-1970), qu'une première loi a été formulée pour la promotion et le développement du sport, organisant ainsi le sport au niveau national. Cette situation a rendu possible, en 1972, sous le gouvernement du général Agustín Lanusse (1971-1973), la création du Secrétariat des Sports. Au cours de la courte période démocratique entre 1973 et 1976, avec le retour de Perón à la présidence, une loi relative à la promotion des activités sportives dans le pays a été promulguée en 1974 (Levoratti, 2016).

12 Novaro (2021), soulignent qu'avec la mort de Péron en juillet 1974, sa femme, Isabel Martínez de Perón, alors vice-présidente, a pris le pouvoir. Le gouvernement « *Isabelita* » a duré jusqu'en 1976, date à laquelle il y a eu un coup d'État dirigé par le général Jorge Rafael Videla, qui a dirigé le pays de manière dictatoriale jusqu'en 1981, date à laquelle il a été remplacé par d'autres militaires ayant poursuivi des politiques répressives. L'auteur indiquent que c'est après la chute de Videla, en 1981, qu'a débuté un processus de démocratisation ayant abouti à l'élection de Raúl Ricardo Alfonsín en 1983, qui est resté à la présidence de l'Argentine jusqu'en 1989. Cette période ne se traduit pas par des changements dans l'organisation sportive argentine hérité de Perón (Levoratti, 2017).

13 Au Brésil, ainsi qu'en Argentine sous l'influence péroniste, de nombreuses institutions créées par Vargas sont restées en activité pendant la période démocratique

qu'a connue le pays entre les années 1945 à 1964.<sup>4</sup> En matière de politique sportive, les changements significatifs n'interviennent que sous l'égide du gouvernement militaire. En 1969, un décret crée la Direction de l'Éducation Physique et des Sports, organe chargé des politiques de l'Éducation Physique et des Sports au sein du Ministère de l'Éducation. Depuis les années 1930, les actions gouvernementales concernant l'éducation physique relevaient de la responsabilité de la Division de l'Éducation Physique et l'entité de coordination du système sportif était le Conseil National des Sports (Mezzadri *et al.* 2015).

14 Toujours en 1969, un accord a été signé entre la Division de l'Éducation Physique et l'Institut de Recherche Économique Appliquée, visant à l'élaboration d'un Diagnostic de l'Éducation Physique et du Sport au Brésil. L'intention était de fournir des subventions pour la création d'une politique sportive qui surpassait le décret de 1941. Le Diagnostic a souligné que la législation résultant de l'*Estado Novo* était le principal obstacle à la modernisation du sport au Brésil. C'est sur la base du Diagnostic que le gouvernement militaire établit en 1975 le « Plan National de l'Éducation Physique et des Sports », qui à son tour institua en 1977 la « Politique Nationale de Développement de l'Éducation Physique et des Sports » (Mezzadri *et al.* 2015).

15 Comme l'ont souligné Mezzadri *et al.* (2015), la tutelle directe du sport par l'État brésilien s'est maintenue jusqu'en 1985. Une nouvelle constitution a été promulguée en 1988, qui a accordé une plus grande autonomie à la sphère sportive par rapport à l'État. Cependant, l'aspect le plus significatif du texte constitutionnel était d'indiquer que le sport devenait un droit social et que la priorité des investissements devait être dans le sport éducatif.

16 Néanmoins les autres dimensions n'ont pas disparu et le sport brésilien s'est constitué autour d'une tension entre deux dimensions. D'une part, comme le soulignent Moraes e Silva et Loudcher (2020), il y a eu un processus de privatisation, principalement dans le domaine du sport de performance, d'autre part, il y a eu une plus grande incorporation de l'idée du sport en tant que droit social exprimé dans l'incorporation des dimensions éducatives et participatives. Les auteurs rappellent que cela a culminé avec la fin du gouvernement de José Sarney (1985-1990) et avec l'élection, en 1989, de Fernando Collor de Mello, qui, au début de son mandat présidentiel, a mené une vaste réforme administrative, créant le Secrétariat des Sports, rattaché directement à la Présidence de la République.

17 En prenant la présidence, Collor nomme l'ancien footballeur, Zico, comme secrétaire aux sports et, par la suite, l'ancien volleyeur, Bernard Rajzman. En 1993, la « Loi Zico » a été promulguée autour de trois dimensions (éducation, participation et performance) tout en privilégiant l'aspect lié à la performance obtenant plus de moyens, contredisant ainsi le texte constitutionnel de 1988 qui privilégiait le sport éducatif. Il faut noter que cette loi s'inscrivait dans une logique néolibérale, puisqu'elle réduisait l'ingérence de l'État dans l'organisation sportive (Moraes e Silva ; Loudcher, 2020).

18 En 1992, Collor a fait l'objet d'un processus de destitution, le vice-président Itamar Franco prenant le pouvoir, qui a dirigé le pays jusqu'à l'investiture de Fernando Henrique Cardoso, en 1995, qui, après avoir assumé la présidence, a nommé un autre ancien joueur de football, Edson Arantes do Nascimento dit « Pelé », au poste de secrétaire aux sports. Cette administration a fini par intensifier les réformes néolibérales initiées sous le gouvernement Collor avec la promulgation de la « Loi Pelé » en 1998 (Moraes e Silva ; Loudcher, 2020). Par conséquent, il est possible d'affirmer que dans le domaine sportif, les quatre premiers gouvernements de la nouvelle phase démocratique ont été marqués par la mise en œuvre d'une idéologie néolibérale dans le sport brésilien.

19 Frederic (2004), indique que les idéologies néolibérales étaient également présentes en Argentine. L'auteure souligne qu'en 1989, Carlos Saúl Menem a assumé la présidence du pays, restant en fonction jusqu'en 1999. Levoratti (2017), indique qu'à partir de ce moment, le Secrétaire aux Sports perd le statut de secrétariat exclusif et ses fonctions passent au Sous-Secrétaire du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. La Direction Nationale des Sports a été rapidement créée, transférant peu après ses

fonctions à l'Entité Sportive Nationale Argentine, dont la mission était d'accompagner le président dans le domaine du sport.

20 Levoratti (2017), a signalé qu'en mars 1992, le Secrétariat aux Sports a été créé, pour assumer la même mission que L'Entité Sportive Nationale Argentine. Cette entité était commandée par le leader politique Patricio Galmarini, qui était un ancien footballeur. Cette nouvelle structure gouvernementale a souligné l'inefficacité qui caractérisait l'État argentin dans la gestion des ressources économiques en matière sportive, soulignant les pratiques clientélistes qu'ils auraient menées dans la répartition des ressources.

21 En exprimant des principes néolibéraux, la nouvelle direction du sport argentin a proposé une plus grande participation du secteur des entreprises et de la société civile. À la suite des très mauvais résultats aux Jeux olympiques de Barcelone en 1992, Galmarini est démis de ses fonctions et remplacé par le professeur Livio Forneris, qui, en 1996, a terminé son cycle olympique, a été remplacé par l'ancien joueur de rugby Hugo Porta. Les principales lignes d'action ont été l'attribution de bourses aux athlètes de haut niveau, l'organisation du Championnat du Monde de Basket-ball en 1990, les Jeux Panaméricains en 1995, la réalisation de la course de Formule 1 sur le circuit de Buenos Aires entre 1995 et 1998 (Levoratti, 2016).

22 Ces étapes indiquent que le sport, tant en Argentine qu'au Brésil, a fait l'objet d'une évolution chaotique caractérisée par de nombreuses inflexions ne permettant pas d'engager de politiques publiques durables. Cependant, les configurations ont commencé à changer en 2003, après que Kirchner et Lula ont pris leurs fonctions de présidents des deux plus grandes nations sud-américaines.

## Les politiques sportives en Argentine et au Brésil durant la « vague rose »

23 En décembre 1999, Fernando de La Rúa a pris ses fonctions de président de l'Argentine. Au cours de son gouvernement, l'ancien joueur de hockey et entraîneur Marcelo Garrafo a été nommé secrétaire des Sports et des Loisirs. Le premier changement au cours de cette période a été l'incorporation du Secrétariat aux Sports par le Ministère du Développement Social et de l'Environnement. Dans cette nouvelle configuration, la fonction sociale du sport prend une place particulière. Le projet politique est alors organisé autour de deux volets : « la haute performance » et « le sport pour tous ». Le premier était soutenu par l'intermédiaire d'une politique de bourses. En ce qui concerne le « Plan National du Sport Pour Tous », un ensemble de programmes faisait l'objet d'un soutien financier autour de trois thèmes : « Jeux sportifs » ; « Développement Sportif » et « Relations Interministérielles Nationales ».

24 Pour comprendre les enjeux politiques, il faut remonter au processus de crise politique, qui a connu son moment de tension maximale avec la démission de De La Rúa en décembre 2001. Après les trois présidences de transition, le chef du Parti Justicialista, Néstor Kirchner, a pris le pouvoir en mai 2003. Dans un premier temps, Germán Pérez a été nommé pour une courte période au Ministère du Tourisme et des Sports. En septembre de la même année, le Secrétariat aux Sports a été créé, dépendant du chef du cabinet des ministres, auquel a été nommé l'ancien footballeur et journaliste sportif Roberto Perfumo. Il est resté en fonction jusqu'en juillet 2004, date à laquelle Claudio Morresi a pris ses fonctions, qui est resté en fonction jusqu'en février 2014, date à laquelle il a été remplacé par Carlos Mauricio Espínola, qui a occupé ses fonctions jusqu'en décembre 2015 au moment où Cristina Kirchner quitte la présidence (Levoratti, 2016).

25 Le secrétariat a subi des modifications au cours de cette période, étant transféré, en 2007, de la Présidence au Ministère du Développement Social. Auparavant, en 2005, la structure organisationnelle du secrétariat avait été modifiée, mettant l'accent sur la création du Sous-Secrétariat aux Sports Sociaux, qui jusque-là n'existait pas. Cette incorporation souligne une nouvelle façon de penser les pratiques sportives comme

moyen d'éducation, de santé et d'inclusion sociale. Parmi les intentions du secrétaire figuraient a) promouvoir et soutenir les pratiques sportives à un niveau compétitif régional, national et international ; b) soutenir l'activité physique et récréative, en tant que forme d'intégration, d'inclusion et de coopération sociale ; c) outre la promotion des activités sportives et récréatives, l'élaboration de plans de promotion sportive ; sports de base ; et l'amélioration des infrastructures sportives (Levoratti ; Moreira, 2018). Cette nouvelle configuration correspond au modèle développé dans de nombreux pays, notamment sous l'égide de l'UNESCO reconnaissant désormais le rôle du sport dans le développement social des communautés (Attali, *et al.*, 2022).

26 Lula, leader des forces politiques populaires de gauche, lié au Parti des Travailleurs, devient président du Brésil en 2002. Son gouvernement tente de porter à un autre niveau le processus de construction des politiques publiques pour répondre aux droits sociaux présents dans la Constitution de 1988. La première attitude envers la sphère sportive est la création, en 2003, du Ministère des Sports. Elle indique l'intention du gouvernement d'inscrire le sport à l'agenda politique, étant donné que sa structuration administrative s'est faite à travers les trois volets présents dans la législation brésilienne. La structure administrative du ministère est donc la suivante : a) Secrétariat Exécutif ; b) Secrétariat National du Sport de Haut Niveau ; c) Secrétariat National du Sport Éducatif ; et d) Secrétariat National pour le Développement des Sports Récréatifs et des Loisirs.

27 Pour contribuer à la mise en œuvre du sport en tant que droit social, les Conférences Nationales du Sport ont été promues sous le gouvernement Lula. Elles étaient une initiative qui visait à fournir les bases juridiques pour que le principe constitutionnel du sport en tant que droit social soit effectivement respecté. Trois conférences ont eu lieu. La première s'est déroulée en 2004 et portait sur la question de l'inclusion sociale et la nécessité d'élaborer une Politique Nationale du Sport. La seconde s'est tenue en 2007, l'objectif était de présenter des stratégies pour consolider la Politique Nationale du Sport et créer un Système National qui faciliterait l'exécution des politiques publiques. En 2010, le ministère a promu la troisième conférence, proposant de planifier le sport pour la prochaine décennie. Le thème était le « Plan Fécennal pour le sport et les loisirs : 10 points en 10 ans pour projeter le Brésil parmi les 10 premiers ». La priorité a alors été de s'assurer d'une organisation optimale des méga-événements sportifs (Coupe du Monde de Football et Jeux Olympiques) organisés par le pays dans une perspective de *soft-power*. Cette situation caractérise une réorientation des politiques publiques, où les grandes compétitions internationales et le sport de haut niveau devient la priorité du gouvernement brésilien (Moraes e Silva; Loudcher, 2020).

28 En raison des enjeux liés aux méga-événements, une réforme de la structure du ministère des Sports a été réalisée, avec une fusion des secrétariats qui s'occupaient du sport participatif et éducatif. Le gouvernement maintient ses principales actions de sport éducatif (Programme Deuxième mi-Temps) et de participation (Programme Sports et Loisirs dans la Ville), les ressources allouées à chacune des actions ont été redirigées vers des finalités liées aux méga-événements (Mezzadri *et al.*, 2015).

29 De son côté, en Argentine, durant les trois mandats présidentiels qui composent le cycle kirchnériste, le « Plan National du Sport » a été mis en œuvre, pour les années 2008-2012, 2013-2016. Dès 2008, le document « Sport Argentin de Représentation Nationale » avait déjà été préparé. Son contenu regroupait la plupart des objectifs et des mesures à mettre en œuvre par l'État argentin. À partir de cette documentation, il est prévu de présenter les grandes lignes d'action sur ces douze années. Le principal document de référence pour la période 2003-2008, souligne la priorité donnée à la visibilité de la haute performance dans une période de redéfinition des politiques sportives en raison de leur déplacement dans la structure étatique (Levoratti, 2016).

30 Dans l'introduction du document intitulé « Le sport dans un État actuel », le secrétaire Morresi a parlé des changements produits en matière budgétaire sous le gouvernement de Carlos Kirchner, ajouté au fait de distinguer le « sport social » où il s'agit de garantir le droit de chaque argentin d'accéder à la pratique de l'activité physique et sportive; et du « sport fédéré et de haut niveau » dépendant des

perfectionnements des infrastructures, la revitalisation du Centre National de Haute Performance, l'amélioration économique des fédérations nationales et s'attacher à rapprocher les entraîneurs et les athlètes (Roldán, 2020).

31 Poursuivant le développement, les lignes budgétaires montrent la reconnaissance des projets destinés au sport de haut niveau, parmi lesquels le soutien financier aux fédérations, l'attribution de bourses aux athlètes et entraîneurs et la refonte du Centre National de Haute Performance. En matière de sport social, la croissance du budget depuis 2005 est notoire, un enjeu qui va de pair avec le développement plus important des compétitions sportives destinées aux jeunes.

## L'héritières de la « vague rose » : les politiques sportives des gouvernements Cristina Kirchner et Dilma Rousseff

32 Lorsque Cristina Kirchner prend ses fonctions en décembre 2007, les politiques publiques sont axées sur l'inclusion sociale et l'élargissement des droits. En ce qui concerne le sport, le « Plan stratégique pour le sport argentin 2008-2012 » est présenté en 2008, repris dans un document relatif à la période 2013-2016. Dans les deux plans, les catégories qui circulaient dans le domaine de la politique sportive depuis les gouvernements précédents ont été récupérées. Il est affirmé que le développement du sport est une responsabilité de l'Etat, concevant l'existence d'un droit de tous à l'activité physique et sportive (Levoratti, 2016).

33 Le plan présente un caractère polysémique, matérialisé dans les classifications utilisées par le Secrétariat des Sports :

- Sport Social : C'est la pratique d'une activité physique et sportive destinée à l'ensemble de la population, sans discrimination fondée sur l'âge, le sexe, la condition physique, sociale, culturelle ou ethnique, diverse dans ses manifestations, générant des situations d'inclusion, comprenant le sport comme un environnement propice au développement humain intégral;
- Développement Sportif : C'est un processus dans lequel les sportifs peuvent être inclus, participer et continuer avec des possibilités de succès en transit vers la voie de la performance sportive;
- Représentation Sportive Nationale : activité sportive organisée, correspondant au domaine des sports fédérés et des équipes nationales sélectionnées (Ministerio de Desarrollo Social, 2008, p. 11).

34 Chacune de ces définitions est composée de différents programmes et projets. Le plan national pour les périodes 2008-2012 et 2013-2016 détaille différents programmes nationaux: Sport Social - *Juegos Nacionales Evita*; Sports et Inclusion Sociale; Promotion du Sport ; Sports et Éducation ; Argentine Notre Terrain ; Activité Physique et Sports Adaptés ; « Nos Clubs » ; Institutions Sportives Sociales; Ligues Sportives. Pour leur part, les projets suivants ont été inclus dans le Plan National de Développement Sportif : Centre Régional de Développement Sportif, Centre de Développement Sportif : Jeux Régionaux; Jeux Sportifs Argentins; Sélection et Recrutement de potentialités Sportives; Développement Sportif au Collège; Réseau National de Formation; Actualisation et Amélioration des Ressources Humaines Appliquées au Développement Sportif. Enfin, le plan « Sport Fédéré et Représentation Nationale », vise à la création de bourses attribués aux athlètes de haut niveau autant qu'à celles et ceux susceptibles de le devenir.

35 En matière de financement, entre 2003 et 2015, il y a eu une croissance progressive des investissements. Cette notoriété du sport a été produite par la croissance des investissements dans le « sport social » et la « haute performance ». De plus, lors du transfert au Ministère du Développement Social, le sport de haut niveau est celui qui a

connu la plus forte croissance. En 2009, l'Entité Nationale des Sports de Haut Niveau a été créée, une organisation formée par le partenariat entre le Secrétariat National des Sports et le Comité Olympique Argentin qui a commencé à diriger les politiques visant à la haute performance sportive dans le pays. La fonction principale de cette agence est de financer des entraîneurs et des athlètes à différents niveaux de performance. Depuis sa création jusqu'en 2016, elle est financée par une taxe sur les téléphones portables, qui n'a été modifiée que sous la présidence de Mauricio Macri. Selon Roldán (2020), la pertinence attribuée au sport de performance se retrouve également dans la candidature en 2012 pour accueillir les Jeux Olympiques de la Jeunesse en 2018, qui a été approuvée par la présidente Cristina Kirchner.

36 Si l'on considère les douze années de gouvernement kirchneriste, on peut dire que les premières années ont concerné la consolidation d'un budget dont l'objectif principal était le développement du sport de haut niveau et, en matière de sport social, des compétitions sportives, exprimé dans les « Jeux Evita ». De même, depuis 2008, la place dans le discours politique du sport social a commencé à se consolider, en tant qu'élément d'inclusion sociale et de droit de la population. Avec l'accession de Mauricio Macri à la présidence, il a été possible de constater que la reconnaissance de certaines catégories liées au sport social s'est réduite, puisque leur présence dans le nouveau programme gouvernemental a été supprimée ou considérablement réduite. A cela s'ajoute le fait que les Jeux Olympiques de la Jeunesse, en 2018, à Buenos Aires, ont entraîné une réorientation radicale des investissements publics vers la construction d'infrastructures pour le sport de haut niveau (Roldán, 2020).

37 Au Brésil, avec le soutien de Lula, Dilma Rousseff a facilement remporté les élections de 2010. Le nouveau président a continué à investir massivement dans les méga-événements sportifs. Ainsi, les programmes destinés aux sports éducatifs et de participation ont vu leurs moyens financiers réaffectés. Le sport de participation, par exemple, a utilisé 90% de ses ressources financières pour la construction et la modernisation d'infrastructures sportives liées aux Jeux Olympiques (Castro *et al.*, 2016).

38 D'autre part, le programme « Bourse d'Athlète », le principal projet pour le sport de haut niveau, a connu une croissance exponentielle. En 2004, première année de fonctionnement du programme, 975 bourses ont été mises à disposition et en 2016, année des Jeux olympiques, 6152 avantages ont été accordés (Moraes e Silva ; Loudcher, 2020). Ces chiffres montrent quelles ont été les voies choisies par le gouvernement brésilien en matière de politique sportive. Il est à noter que le processus d'organisation des grands événements sportifs étaient des actions menées par les gouvernements de Lula et Dilma afin d'attirer l'attention du monde sur un pays ayant pour objectif d'augmenter son influence géopolitique (Almeida; Marchi Júnior; Pike, 2014). Cependant, en 2003, le projet Lula va subir un coup d'arrêt avec l'explosion des « Journées de Juillet ».

39 Singer (2018) souligne que l'accueil de méga-événements a été conçu pour consacrer définitivement le projet envisagé par Lula. Cependant, le rêve de consécration s'est transformé en cauchemar. Souza (2019), souligne que les nombreux enjeux politiques et économiques ont abouti à la destitution de Dilma Rousseff en 2016, à l'arrestation de l'ancien président Lula, en 2018<sup>5</sup>, et la défaite aux élections présidentielles de 2018 de l'ancien ministre de l'éducation et ancien maire de São Paulo, Fernando Haddad, face au candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro.

40 Singer (2018) souligne que les manifestations organisées dans les « Journées de Juillet » ont signalé qu'il y avait quelque chose d'étrange dans la société brésilienne. Plusieurs manifestants sont descendus dans les rues en brandissant des affiches avec des phrases contre les dépenses publiques pour les méga-événements. Après les « Journées de Juillet », le gouvernement Dilma n'a pas cherché à affronter les contradictions sociales qui se manifestaient dans les rues. La présidente n'a pas réduit les dépenses publiques comme le voulait la droite, car si elle le faisait, il n'y aurait pas eu de fonds pour la santé et l'éducation publique « *Standard Fifa* » réclamée par les manifestants de gauche. Après les manifestations, les groupes de droite, comme le



souligne Safatle (2017), ont pu profiter politiquement du mécontentement exprimé dans la rue, reprenant un discours anti-institutionnel propice à la confrontation.

41 Le 12 mai 2016, quelques mois avant le début des Jeux olympiques de Rio de Janeiro, la destitution de Dilma a été approuvée par le Congrès National. Le vice-président Michel Temer a assumé la présidence et, avec la majorité qui constituait le congrès, a établi un projet pour mettre fin à la conception de l'État idéalisée par la Constitution de 1988. La volonté était de faire revivre l'ancien Brésil, abrogeant ce qui avait été construit depuis la fin des années 1970, en matière d'État-providence (Singer, 2018).

42 En ce qui concerne les politiques sportives, le gouvernement Temer n'a pas modifié les structures ni opéré de changements majeurs. Cependant, un processus de diminution des fonds alloués au sport a été initié. Dans ce contexte, les Jeux olympiques de 2016 ont eu lieu sans produire un héritage (Attali, 2021). Ainsi, on peut dire que le Brésil a accueilli la plus grande compétition sportive du monde, mais son organisation, qui aurait pu contribuer à transformer le pays en une nation sportive, a été un échec.

43 L'émergence d'un discours d'extrême droite a fini par faire élire Jair Bolsonaro en 2018. Au nom de l'austérité dans l'administration publique, le nouveau gouvernement a mis fin à plusieurs ministères, dont celui des sports, devenu Secrétaire du Ministère de la Citoyenneté qui regroupait les anciens ministères du Développement Social et du Sport (Castellani Filho, 2019). Toute la politique sportive mise en place par le gouvernement Bolsonaro indique que le sport a été considéré comme superflu, indiquant qu'il considérerait les pratiques sportives comme une responsabilité individuelle et non celle de l'État, ne respectant pas ce qui est fixé dans la Constitution de 1988.

44 Sur ce point, tant en Argentine qu'au Brésil, les gouvernements néolibéraux des années 1990 comparés à ceux qui ont occupé le devant de la scène ces dernières années (Macri et Bolsonaro), présentent des points de différenciation en matière de politiques sportives. Alors que dans les années 1990, il y avait une intervention étatique orientée vers les sports de performance, où les gouvernements jouaient un rôle important, dans cette nouvelle "vague néolibérale", ils ont cherché à se dessaisir de la responsabilité de développer le sport au profit des organismes privés.

## Conclusion

45 Le gouvernement Kirchner était une réponse aux politiques néolibérales menées par Menin. Après le moratoire argentin, le kirchnerisme a redéfini ses relations avec la communauté financière internationale et a transformé la création d'emplois et la récupération des salaires de la population argentine en une priorité absolue, en utilisant la formule classique de la social-démocratie européenne. En outre, le gouvernement Kirchner est revenu pour protéger l'industrie locale, a nationalisé plusieurs services publics et a lancé, un programme de renationalisation facultative de sa propre sécurité sociale. Dans le cas du « développementisme avec inclusion sociale », du gouvernement Lula, ses premières mesures ont été de « libérer le capitalisme brésilien », afin d'atteindre des taux de croissance élevés capables de créer des emplois et d'augmenter les salaires de manière durable, en renforçant les capacités d'investissement et de protection sociale de l'État.

46 Bien qu'à des échelles différentes, les politiques de Kirchner et de Lula correspondent à des processus similaires. Après tout, les gouvernements argentin et brésilien ont initialement orienté une grande partie des activités sportives vers des pratiques éducatives et sociales. Cependant, au fil de leur gestion, des modèles sportifs plus traditionnels ont retrouvé leur hégémonie, les actions privilégiant le sport de haut niveau et l'organisation d'événements internationaux.

47 Cependant, une nouvelle « vague rose » a commencé à émerger en Amérique du Sud. En 2019 en Argentine une coalition entre Alberto Ángel Fernández et Cristina Kirchner

remporte l'élection présidentielle et au Brésil, en 2022, Lula est élu. Dans les deux pays, les candidats progressistes ont battu les politiciens de droite. En Argentine, Fernández bat Macri, tandis qu'au Brésil, Lula remplace Bolsonaro avec une petite marge de voix. Peut-être que cette nouvelle « vague rose » est un moment clé pour modifier les politiques publiques et que le sport puisse se consolider en tant que droit social dans ces deux pays sud-américains.

---

## Bibliographie

Attali, Michaël *et al.* Sport for development: from UNESCO's universal language to application. Case study of French NGOs. *Sport in Society*, 25:9, 1622-1642, 2022.

Attali, Michaël (dir.) *L'héritage social d'un évènement sportif. Enjeux contemporains et analyses scientifiques*. Presses Universitaires de Rennes, 2021.

Almada, Cecilia, *Infancias peronistas*. Buenos Aires: Prometeo Libros, 2019.

Almeida, Barbara; Marchi Júnior, Wanderley.; Pike, Elizabeth. The 2016 Olympic and Paralympic Games and Brazil's soft power. *Contemporary Social Science*. V.9, n. 2, p. 271-283, 2014.

Castellani Filho, Lino. A política esportiva brasileira: de política de estado ao estado da política. *Motrivivência*, v. 31, n. 60, p. 01-18, 2019.

Castro, Suélen Barboza et al. Mega sporting events and public funding of sport in Brazil (2004–2011). *Leisure Studies*, v. 35, N. 3, p. 369-386, 2016.

Daskal, Rodrigo. y Szabón, Daniel. Peronismo y deporte: el rol de la CADCOA. In: Rein, Raanan y Panella, Claudio (Comp.) *El deporte en el primer peronismo*. La Plata: Universidad Nacional de La Plata, 2019, p.21-50.

Drummond, Mauricio. Sport and Politics in the Brazilian Estado Novo (1937-1945). *The International Journal of the History of Sport*. v.31, n. 10, 1245-1254, 2014.

Levoratti, Alejo. Un estudio sobre política pública deportiva en Argentina: nociones del deporte social en el menemismo y el kirchnerismo. *Movimento*, v. 22, n. 4, p. 1091-1104, 2016.

Levoratti, Alejo. El deporte en el Estado Nacional: continuidades y rupturas (Argentina, 1989-2015). *Materiales para la Historia del Deporte*, n. 15, p. 111-130, 2017.

Levoratti, Alejo, Moreira, Veronica. Notas sobre la relación entre Política Pública y Deporte en la Argentina contemporánea (2008-2018). *Cuestiones de Sociología*, 18, e052. 2018.

Mezzadri, Fernando Marinho et al. Sport policies in Brazil. *International Journal of Sport policy and politics*, v. 7, n. 4, p. 655-666, 2015.

Ministerio de desarrollo social de la nación. *Plan estratégico de deporte Argentino 2008-2012*. Buenos Aires: 2008.

Moraes e Silva, Marcelo, Loudcher, Jean-François. Jogos Olímpicos no Brasil e o governo federal brasileiro: dilemas entre o ter ou o ser. *Espacio Abierto*, v. 29, n. 2, p. 53-72, 2020.

Novaro, Marcos. *Historia de la Argentina, 1955-2020*. Buenos Aires: Siglo XXI Editores, 2021.

Pereira da Silva, Fabricio. O fim da onda rosa e o neogolpismo na América Latina. *Revista Sul-Americana de Ciência Política*, v. 4, n. 2, p. 165-178, 2018.

Roldán, Diego. Deporte, ciudades, empresarios y políticas urbanas. Los Juegos Olímpicos de la Juventud de Buenos Aires 2018. *Espacio Abierto*, v. 29, n. 2, p. 10-29, 2020.

Safatle, Vladimir. *Só mais um esforço*. São Paulo: Três Estrelas, 2017.

Santos, Fabio Luis Barbosa. *Uma história da onda progressista sul-americana (1998-2016)*. São Paulo: Editora Elefante, 2019.

Singer, André. *O lulismo em crise: um quebra-cabeça do período Dilma (2011-2016)*. São Paulo: Companhia das Letras, 2018.

Skidmore, Thomas. *Brasil: de Getúlio a Castello (1930-1964)*. São Paulo : Companhia das Letras, 1988.

Souza, Jessé. *A elite do atraso: Da escravidão a Bolsonaro*. Rio de Janeiro: Estação Brasil, 2019.

---

## Notes

1 Santos (2019), souligne que parmi les pays d'Amérique du Sud, seuls la Colombie et le Pérou n'ont pas connu cette « vague rose » au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans ces deux nations sud-

américaines, les alternances politiques de cette période ont toujours tendu vers des politiques de droite. L'auteur rappelle également que le Chili, même avec l'élection de responsables de gauche, ainsi que la Colombie et le Pérou, étaient les nations de la région où le néolibéralisme n'a pas été contesté.

2 En Argentine, la fin de la « vague rose » a été marquée par l'élection, en 2015, à la présidence de le politicien de droite Mauricio Macri (Pereira da Silva, 2018).

3 La période « *Estado Novo* » est le nom du régime politique établi par Getúlio Vargas en 1937, qui a duré jusqu'en 1945, caractérisé par la centralisation du pouvoir, le nationalisme, l'anticommunisme et l'autoritarisme (Skidmore, 1988).

4 Cette période a commencé avec la fin de l'*Estado Novo* en 1945, lorsque Vargas a démissionné de la présidence et s'est terminée en 1964, avec la prise du pouvoir par les militaires, initiant la Dictature Militaire. Les présidents brésiliens de cette période étaient Eurico Gaspar Dutra (1946-1951), encore Getúlio Vargas (1951-1954), Juscelino Kubitschek (1956-1961), Jânio Quadros (1961) et João Goulart (1961-1964) (Skidmore, 1988).

5 Lula a été libéré en novembre 2019 sur décision de la Cour suprême du Brésil.

---

## ***Pour citer cet article***

### *Référence électronique*

Alejo Levoratti, Marcelo Moraes e Silva et Michaël Attali, « Les politiques sportives en Argentine et au Brésil : D'une structuration formelle à un engagement pluriel », *Amerika* [En ligne], 25 | 2023, mis en ligne le 06 mars 2023, consulté le 23 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/amerika/16751>

---

## ***Auteurs***

### **Alejo Levoratti**

- Professeur à l'Université Nationale de La Plata – Argentine/ Chercheur lié au Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas (CONICET)/Argentine

### **Marcelo Moraes e Silva**

- Professeur à l'Université Fédérale du Paraná - Brésil / Post-doctorant à l'Université de Rennes 2 - Laboratoire VIPS<sup>2</sup> (Valeurs, Innovations, Politiques, Socialisations et Sports, UR 4636)

### *Articles du même auteur*

**L'idéalisation des Jeux Olympiques par la presse brésilienne (1896-1920)** [Texte intégral]

The idealization of the Olympic Games by the Brazilian press (1896-1920)

Paru dans *Amerika*, 25 | 2023

### **Michaël Attali**

- Professeur à l'Université de Rennes 2 - Laboratoire VIPS<sup>2</sup> (Valeurs, Innovations, Politiques, Socialisations et Sports, UR 4636)

---

## ***Droits d'auteur***



Creative Commons - Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>